

ASSEMBLÉE NATIONALE  
31 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N ° II-2669

présenté par  
Mme Rilhac, Mme Dordain, Mme Clapot, Mme Dupont, Mme Decodts, M. Fait, Mme Delpech,  
M. Causse, M. Gumbs, Mme Spillebout, M. Bordat, M. Traver, M. Lemaire, Mme Boyer,  
M. Haury, M. Ghomi, Mme Tanzilli, M. Bouyx, Mme Hugues, M. Giraud, Mme Métayer,  
M. Lacresse, M. Girardin, M. Ardouin, Mme Lingemann, M. Pellerin, Mme Dubré-Chirat,  
M. Fugit, M. Fiévet, M. Larsonneur, M. Guillemard, M. Thiébaud, M. Ott et Mme Brugnera

ARTICLE 35

ÉTAT B

Mission « Travail et emploi »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)		
Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	20 000 000	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	20 000 000
TOTAUX	20 000 000	20 000 000
SOLDE	0	

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

La prime d'activité a pour objet d'inciter les travailleurs (salariés ou non salariés) aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et à soutenir leur pouvoir d'achat. Contrairement aux salariés, les étudiants salariés ne bénéficient pas en principe de cette aide sociale. En effet l'article 842-2 du code de la sécurité subordonne le droit à la prime d'activité au respect de plusieurs conditions, parmi lesquelles on retrouve au N°3 « Ne pas être élève, étudiant, stagiaire, au sens de l'article L. 124-1 du code de l'éducation, ou apprenti, au sens de l'article L. 6211-1 du code du travail ». Une condition qui n'est pas applicable aux seules personnes dont les revenus professionnels excèdent mensuellement, 1 070,78 €, ce qui concerne une minorité des étudiants.

Cette exclusion de principe des étudiants de la prime d'activité ne repose sur aucune justification économique et sociale. En effet, le seul statut étudiant ne permet pas de justifier cet écart de traitement. Prenons l'exemple d'un étudiant travaillant pour financer ses études ou son logement déclaré foyer fiscal indépendant. Avec un contrat à temps partiel, son activité, notamment le week-end lui permet de toucher en moyenne 750€ par mois, en dessous des 1070€ ce qui ne lui permet donc pas de toucher la prime. À situation identique, une personne non-étudiante travaillant le même nombre d'heures pour le même salaire bénéficiera elle de la prime d'activité.

Aussi, cet amendement vise à expérimenter l'ouverture de la prime d'activité pour les étudiants. Les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation seront définies par un décret en Conseil d'État, au plus tard au 31 janvier 2024. La liste des territoires participant à l'expérimentation est fixée par un arrêté conjoint du ministre chargé des solidarités et du ministre chargée de l'insertion.